Archives du Canada—Loi

[Français]

Cette approche est semblable à celle de Monsieur Desmond Morton, professeur à l'Université de Toronto, lorsqu'il écrit:

[Traduction]

... quelques imperfections mineures dans un projet de loi par ailleurs excellent, mais pourquoi ne pas viser la perfection?

[Français]

Monsieur le Président, je considère que l'appui reçu pour ce projet de loi est très satisfaisant. J'espère que cette Chambre déférera rapidement le projet de loi C-95 à un comité afin que ceux qui utilisent les services des Archives publiques du Canada—universitaires, journalistes, généalogistes, experts légaux, producteurs de films et archivistes—puissent indiquer les parties qui pourraient être améliorées et préciser le temps opportun pour approuver ce projet de loi.

Monsieur le Président, je conclus en invitant mes collègues des deux côtés de la Chambre à appuyer ce projet de loi dont nous avons un besoin urgent et qui servira bien les intérêts, tant du gouvernement que de la population canadienne.

D'abord, une nouvelle loi s'impose pour clarifier le mandat des Archives publiques relativement à la destruction nécessaire d'une masse énorme de documents (plus de 95 p. 100 des documents produits par les organismes gouvernementaux) et à l'identification, puis au transfert, à la conservation et à l'accessibilité du résidu jugé de valeur permanente qui constitue la «mémoire» du gouvernement et du peuple canadien. Il faut aussi, à la fois, améliorer la gestion du gouvernement, diminuer les coûts administratifs à travers l'ensemble des ministères, et préserver pour les générations futures le legs que nous croyons essentiel de leur transmettre sur notre temps et sur notre passé. Il convient encore d'assurer un entreposage économique pour les documents semi-actifs du gouvernement pendant un temps limité, avant leur destruction ou leur transfert aux archives historiques.

Comment ne pas voir les avantages pour le gouvernement de disposer d'un dépôt central et permanent des documents, qui rend possible de connaître l'évolution et les décisions des différents ministères gouvernementaux, de façon à comprendre le passé, les problèmes présents et les défis futurs? De même, le gouvernement doit s'assurer qu'il respecte ses propres lois, donc qu'il peut effectivement fournir à la population les renseignements requis en vertu des lois d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. Les archives offrent tous ces services et permettent justement la réalisation d'économies en fournissant un endroit centralisé pour l'accès à cette documentation.

On me permettra d'élargir encore la perspective, cette fois-ci, à l'ensemble des Canadiens. Partout au Canada, on discute actuellement de la souveraineté culturelle, de relations économiques plus étroites avec les États-Unis, etc. En fait, cette nouvelle loi permettra aux Archives publiques de jouer un rôle encore plus décisif dans la connaissance et le développement de notre identité culturelle. Notre pays s'est enrichi d'apports diversifiés, provenant de tous les continents et de toutes les cultures. Le bilinguisme, le multiculturalisme, le parlementarisme, les institutions publiques, le respect des coutumes diverses, les droits des peuples autochtones, voilà autant de caractéristiques, parmi d'autres, qui nous distinguent en tant que Canadiens par rapport à d'autres nations.

De même en est-il du réseau extraordinairement complexe de communications que ce pays a construit sur deux siècles, malgré des obstacles apparemment insurmontables. Cette épopée, le mot n'est pas trop fort, devrait susciter l'enthousiasme et la fierté de tous les Canadiens.

Grâce à un accès accru à leurs archives, les Canadiens pourront mieux comprendre leur riche passé et les défis actuels. C'est pourquoi, aujourd'hui, je vous propose d'améliorer notre «mémoire» collective, d'élargir notre perspective sur l'expérience canadienne, de stimuler le développement des Archives canadiennes, grâce, notamment, à une base légale mieux adaptée et à un système canadien des archives qui, seul, peut rendre vraiment accessible aux Canadiens la totalité de leur patrimoine. Avec ce projet de loi, j'ai bon espoir que non seulement nous consoliderons les acquis et que nous fournirons aussi des infrastructures nécessaires à la préservation et à la mise au service de la recherche et de la population tout entière de cette richesse culturelle unique, reflet fidèle du Canada que constituent ces archives.

● (1320)

[Traduction]

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord féliciter le ministre des Communications (M. Masse) de son exposé chaleureux, plein d'égards et très bien présenté sur la nécessité d'un projet de loi concernant les Archives du Canada. Quand on consulte et relit notre vieille loi qui remonte à 1912, avec ses quelques paragraphes étroits, on se rend compte de l'urgence et on apprécie ses observations à ce sujet, en dépit du fait qu'il importe que notre comité puisse tenir des audiences ouvertes pour apporter les changements nécessaires en raison de graves lacunes relevées dans le projet de loi.

Monsieur le Président, cela dit, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour parler du projet de loi C-95, Loi concernant les Archives du Canada et les documents des institutions fédérales du Canada et modifiant la Loi sur le droit d'auteur, à l'étape de la deuxième lecture.

La Loi sur les Archives du Canada doit remplacer l'actuelle Loi sur les archives publiques, qui remonte à 1912. Depuis 1912, les Archives publiques du Canada ont interprété en toute liberté l'unique définition jamais modifiée de leur mandat ou mission, à savoir recueillir et conserver des pièces historiques de toute espèce, nature et description, pour justifier leurs activités contemporaines. Ces activités devraient maintenant être plus exactement définies dans une révision complète de la Loi sur les archives publiques du Canada, qui reflète non seulement l'ampleur des collections actuelles des Archives et leurs méthodes de conservation, mais aussi les autres fonctions et activités dont s'acquittent maintenant les Archives publiques.

Les Archives publiques sont une institution essentielle de préservation du patrimoine, semblable en cela aux Musées nationaux du Canada. L'importance de cette institution a été admirablement bien définie dans l'exposé que les Archives publiques ont présenté au comité Applebaum-Hébert, et je cite:

Qu'elles proviennent d'une nation, d'un gouvernement ou d'un organisme, [les archives] doivent être conservées pour que l'histoire d'un peuple ne tombe dans l'oubli; or, nous ne pouvons nous permettre de perdre nos racines et notre